REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE LA FAMILLE, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE LA
SOLIDARITE NATIONALE

BUREAU DE COORDINATION ET DE
SUIVI DES PROJETS ET PROGRAMMES.

00044
N°.....MFASSN/BCS

02 FEV. 1999
Dakar, le.....

*Cris mame ka
M. en fait*

NOTE A L'ATTENTION DE

MADAME LE MINISTRE DE LA FAMILLE,
DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA
SOLIDARITE NATIONALE.

OBJET : Compte rendu de mission.

Madame le Ministre,

En exécution de vos instructions, nous avons participé, les 13 et 14 Janvier 1999 à Abidjan, au siège de la Banque Africaine de Développement (BAD), aux négociations sur le "Projet de Lutte contre la Pauvreté en Faveur des Femmes". Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) était représenté respectivement par :

- Monsieur Daouda DIOP, Directeur Adjoint de la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF)
- Monsieur Ibrahima WADE de la Direction des Dettes et des Investissements (DDI).

La délégation de la BAD était composée de huit (8) Experts représentant les différents départements impliqués.

COUT DU PROJET :

Le financement sollicité se présente comme suit :

- 10, 00 millions d'Unités de compte sous forme de Prêt ;
- 1,75 millions d'Unités de compte sous forme de Don.

I. DEROULEMENT DES DISCUSSIONS :

Après les échanges protocolaires, il a été retenu d'examiner dans les détails, les documents ci-après

- Le Rapport d'Evaluation du Projet ;
- Le Projet d'Accord de Prêt ;
- Le Projet de Protocole ;
- Le Projet de Lettre de Décaissement ;
- La Note d'Information Générale sur l'Acquisition.

A) - S'agissant principalement du Rapport d'Evaluation, les discussions ont permis de mettre l'accent sur les questions suivantes :

A1.- OBSERVATIONS GÉNÉRALES :

Elles portent notamment sur la nécessité de compléter la situation des groupements cibles jeunes, identifiés comme bénéficiaires pour mieux justifier les mesures envisagées en leur faveur. L'Approche Genre devrait favoriser à cet effet une meilleure prise en compte des besoins prioritaires et stratégiques des différents acteurs à travers les études et ateliers préconisés.

La pertinence de la substance du Rapport a été saluée par les différentes parties.

A2- DESCRIPTION DU PROJET :

a) **Appuis Institutionnels aux structures externes (DPS du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), SERP du Ministère de l'Intérieur.(M.I), du Ministère de la Famille, de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (MFASSN) :**

La délégation a proposé que ces appuis soient proportionnels à l'implication réelle des dites structures dans l'exécution du Projet et sur la base d'un protocole d'accord précisant les modalités, les rôles et responsabilités de chaque partie.

Cette proposition a été acceptée par la BAD.

b) **La soumission au FAD d'un programme détaillé de formation au plus tard six (6) mois après la mise en vigueur du prêt :**

Cette exigence a été jugée inopérante par la délégation sénégalaise. La BAD partage cet avis et conforme le caractère indicatif dudit programme qui peut être réajusté en fonction des besoins.

c) Sur le concept de rétrocession des fonds de crédit aux systèmes financiers décentralisés :

La délégation sénégalaise considère que le **Concept de Rétrocession** peut prêter à confusion et entraîner d'autres conséquences juridiques pour l'Etat au niveau de la délégation de responsabilité et d'autonomie totale au profit des systèmes financiers décentralisés. Il convient dès lors de proposer en lieu et place le Concept "**Mise à disposition**" sur la base d'une **Convention de Gestion des fonds de crédit**.

Dans ce cadre, l'Etat conservera ses prérogatives en matière de contrôle. La pérennisation du crédit à travers un système autogéré sera également assurée et un Manuel de procédures sera élaboré en accord avec les différents partenaires.

Après des discussions approfondies, la BAD a accepté les modifications proposées par la délégation sénégalaise.

d) Sur les conditions d'octroi de crédit :

Le Rapport d'évaluation a retenu l'option de professionnaliser les activités de micro-crédit en confiant l'exécution à des systèmes financiers décentralisés (SFD). Toutefois, les conditions d'octroi relatives au taux du marché, dans le secteur des SFD envisagées, risquent, selon la délégation sénégalaise, d'être hors de portée des possibilités des bénéficiaires et en porte à faux avec la nature du Projet. De plus, il y a une tendance pour les SFD d'y incorporer leurs charges de structure.

Il s'agira selon elle de rendre accessible le crédit aux bénéficiaires tout en assurant leur auto-développement.

Le respect du Manuel de procédures indiqué et des critères de sélection retenus, devrait permettre de sauvegarder à cet effet les intérêts des populations bénéficiaires. La BAD partage les préoccupations de la délégation sénégalaise.

e) Sur la mise à disposition des terrains par le Gouvernement préalablement à la réalisation des infrastructures au plus tard le 31 Juillet 1999 :

La délégation sénégalaise considère que compte tenu des prérogatives dévolues aux collectivités locales en matière d'affectation des terrains, le délai prescrit n'est pas réaliste pour les 600 communautés locales. L'essentiel selon elle c'est de produire avant toute réalisation d'infrastructures, l'attestation d'affectation par la collectivité concernée d'un terrain au profit des bénéficiaires.

La BAD partage cette proposition, mais se réserve le droit de refuser tout décaissement le cas échéant.

Des contacts pris avec les responsables du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) ont permis de retenir le schéma ci-après :

- La contribution de l'Etat sera assurée et concentrée dans 2 catégories de dépenses à savoir, le fonctionnement et le volet crédit. Toutefois, il ne sera pas possible de la domicilier dans une banque primaire mais plutôt dans un compte du Trésor. Les modalités de mobilisation opérationnelle seront définies par le Directeur du Projet et les services compétents du MEFP.

Il convient de noter qu'aucune charge récurrente relative au personnel ne sera supportée par l'Etat.

A4.-ORGANES ET MODES D'EXECUTION DU PROJET :

a) Structure de Gestion du Projet :

Les deux parties approuvent le cadre institutionnel proposé dans le Rapport d'Evaluation : à savoir : Un Bureau de Gestion du Projet (BGP) et Cinq (5) Unités Régionales de Gestion (URG) placés sous la tutelle technique du Ministère de la Famille, de l'Action Sociale et de la Solidité Nationale (MFASSN). Le personnel Expert et d'Appui sera recruté sur appel à la concurrence sur la base d'une liste restreinte après avis de la BAD. IL sera pris en charge par le Fonds d'Assistance Technique (FAT) sous forme de dons.

La structure de gestion sera dotée selon la BAD d'une autonomie administrative et financière avec un manuel de procédure. Afin d'éviter toute confusion dans les terminologies relatives aux mécanismes d'orientation, de coordination et de suivi au niveau national et régional telles que prévues pour le PNLCP et le présent projet, les deux parties ont convenu de retenir en lieu et place des **comités de pilotage**.

b) Mode d'organisation et gestion du projet

Le principe du **Faire-Faire** à travers la société civile a été retenu pour l'exécution des activités du Projet.

C'est ainsi que pour la **Composante 1 (Alphabétisation/IEC)**, le projet retiendra également les services d'un Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) pour la réalisation des études techniques, travaux de construction/réhabilitation et de génie civil et équipements prévus.

Le Rapport d'Evaluation avait déjà identifié deux Maîtres d'Ouvrage Délégués pour les composantes I et II dont notamment « l'AGETIP ».

Dans le souci de faire respecter les règles de concurrence, la délégation sénégalaise a fait des amendements sur ces choix et propose la sélection par appel d'offres ou liste restreinte avec avis de non objection de la BAD. Cette dernière partage la position sénégalaise après d'intenses négociations.

b) Sur les décaissements du prêt

Le rapport d'évaluation propose l'ouverture d'un compte spécial au nom du projet dans une banque commerciale, qui sera mobilisé par le représentant attribué de l'Etat à savoir la Direction des Dettes et Investissements. Tous les virements de crédits opérés par la BAD seront domiciliés dans ce compte.

Dans le souci de faciliter l'autonomie administrative et financière du projet un **sous-compte** sera également ouvert au niveau d'une banque commerciale pour les dépenses de fonctionnement. Il sera mouvementé par le Directeur du Projet et l'administrateur comptable.

Ce schéma est accepté par la délégation sénégalaise après les discussions approfondies.

Toutefois les divergences se sont apparues au niveau de l'opportunité ou non de l'ouverture d'un autre sous-compte devant recevoir les remboursements des prêts du fonds de crédit. C'est pourquoi, il a été demandé d'examiner cette question lors de la formulation du manuel de procédure opérationnel devant régir le volet crédit.

B) Examen des Projets d'Accord de Prêt et de Protocoles d'Accord de Dons entre la République du Sénégal et le FAD.

Ces documents portent sur les engagements des deux parties et les conditions préalables de mise en vigueur.

Suite aux différentes observations, des précisions ont été faites et des amendements apportés sur les points suivants :

- La condition préalable relative à l'ouverture des comptes est scindée en deux conditions ayant trait à l'ouverture d'un compte spécial destiné à recevoir les ressources du prêt et du don et d'un sous-compte du projet pour le fonctionnement.
- La contrepartie de l'Etat sera mobilisée au moyen d'un compte du trésor. L'engagement de l'emprunteur devra être limité à cet effet à la mise à disposition des SFD, de sa contribution au volet crédit sans être obligé de la virer dans un compte au niveau d'une banque primaire.
- Les amendements sus-indiqués apportés sur le rapport d'évaluation ont été introduits dans les projets d'accord de prêt et de protocole de don. Ils modifient ainsi le contenu de certaines conditions préalables y afférentes.
- Au titre des engagements sur l'acquisition des travaux de construction il a été retenu de recourir à un appel à la concurrence pour choisir un Maître d'Ouvrage Délégué qui pourrait être l'AGETIP ou toute autre agence de même statut.
- La délégation sénégalaise tirant les leçons des différentes mesures de suspension auxquelles, le PAGPF s'était confronté, a proposé un amendement aux dispositions relatives aux sanctions prévues pour cause d'arriérés de prêt concernant le porte-feuille de projets de la BAD dans le pays.

La BAD considère que cette question est du ressort exclusif de son Conseil d'Administration et ne saurait souffrir d'aucune exception.